

La Banque Grameen du Bangladesh

Une alternative faite aux femmes

par Estelle Goudreau

The author examines the Grameen Bank which was established in Bangladesh to give socially and economically disadvantaged men and especially women access to credit. Some of the bank's operating policies diminish the positive impact that it could have on its beneficiaries.

Introduction

Souvent victime d'inondations et de catastrophes naturelles, le Bangladesh, est un pays où s'entassent plus de 110 millions de personnes, dont 48 % de femmes. La population rurale à 84,5 %, comprend six personnes en moyenne. Le taux d'alphabétisation y est de 11,2 % chez les femmes et de 23 % chez les hommes. Il s'agit d'une population ethniquement homogène (98 % de Bengalis) et en majorité musulmane (86 % contre 12 % hindous).

La possession de terres est fondamentale pour la population. La surface en est fort limitée et se trouve souvent en état de sur-exploitation. En effet, en 1983-84, seuls 3,8 % de ménages possédaient 7,5 acres ou plus et 16,3%, de 2,5 à 7,5. Quant à la majorité des ménages, ils possèdent moins de 0,5 acre, dont l'exploitation ne constitue pas une source suffisante de revenus, et sont donc considérés comme étant sans terre. Ce qui explique que la pauvreté et la famine sont le lot quotidien de la majorité de la population rurale. (Bangladesh Statistical Yearbook, 1991)

La situation des femmes

Pauvres et non reconnues socialement, les femmes sont traditionnellement soumises à des normes restrictives comme le « purdah ». Celui-ci interdit aux femmes d'être vues par des hommes n'appartenant pas à la famille, et les confine donc à la

maison (le « bari »). Cependant, la nécessité économique pousse les femmes pauvres à pratiquer ouvertement le commerce et la petite entreprise. Ce qui explique que la stricte observance du « purdah » devient le fait des plus nantis et donc synonyme de prestige social et économique.

Selon de récentes études, 91 % des femmes ont des activités génératrices de revenus. 43 % de leur temps est consacré à ce type d'activités, 43 % au travail ménager et 11 % au soin des enfants et autres tâches domestiques. (Fuglesang et Chandler, 1988 : 34) On conçoit facilement que leur fardeau quotidien soit sensiblement accru par leur activité professionnelle.

Bien que les revenus générés par le travail des femmes servent à couvrir les besoins du ménage, leur contribution n'est pas reconnue par les statistiques économiques officielles puisqu'elle appartient toujours à l'économie informelle. Celle-ci est caractérisée par un besoin minimum en capital-argent, par l'emploi limité de matières premières et par un fort investissement en capital humain. Ce dernier est basé sur une main-d'oeuvre familiale dont les compétences sont acquises en dehors du système d'éducation formel. Ces travailleuses écoulent leur production sur des marchés locaux. Le faible volume de cette production engendre des revenus très bas. Notons, parmi les activités de ce type, la fabrication de cordes et de nattes à base de jute, celle de filets de pêche, le décorticage du riz...

Les femmes et l'accès au crédit

Depuis le milieu des années '70, l'accès au crédit a rapidement augmenté, surtout dans le domaine agricole. Mais comme le

crédit accordé aux femmes n'est pas recensé spécifiquement dans les documents officiels des banques, il est difficile de mesurer le taux de participation des femmes dans le système formel de crédit. Mais nous pouvons déjà affirmer que leur accès au crédit est relativement peu élevé à cause de la nature même des prêts (modernisation de l'agriculture : machinerie, semences et engrais chimiques) et du fait de l'exigence de garanties difficiles à fournir par les femmes. Aussi, la procédure à suivre, les formulaires de demande et les diverses formalités à remplir sont compliquées. De plus les femmes éprouvent plus de difficultés à rembourser d'une part à cause de leur plus grande pauvreté et d'autre part en raison des pressions qu'elles subissent pour utiliser leurs revenus supplémentaires à la consommation.

En somme, les femmes sont prises entre le besoin de crédit et l'incapacité de l'obtenir dans les institutions financières normales. C'est pourquoi elles empruntent de sources parallèles telles que les amis, les membres de la famille, le commerçants et les prêteurs professionnels. Ceux-ci ont l'avantage de fournir de petits montants rapidement et fréquemment. Par contre, leurs taux d'intérêt sont élevés, il est difficile d'obtenir des montants importants et l'exploitation a largement cours.

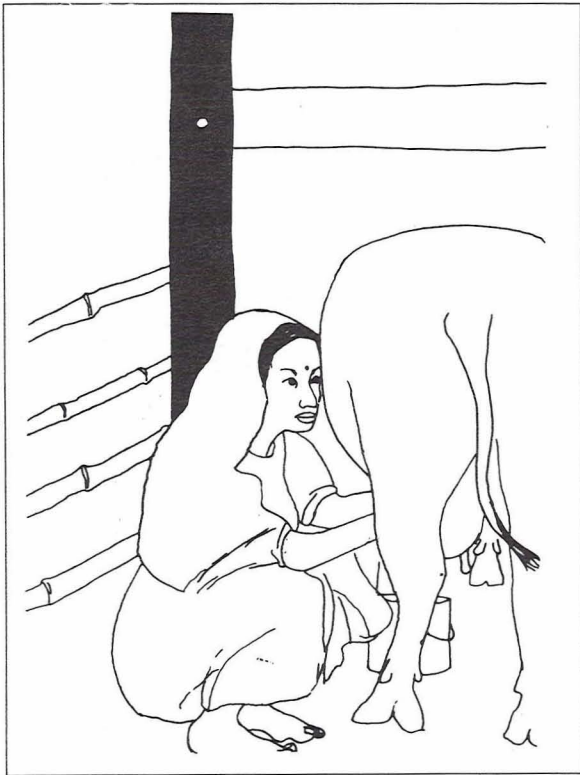
La « Banque Grameen »

Des programmes spécifiques, initiés par le gouvernement et appuyés par différentes agences internationales et organismes non gouvernementaux (ONG), ont été créés afin d'offrir des possibilités de crédit aux femmes en dehors des institutions bancaires.

Ces programmes couvraient 1.1 million de femmes rurales en 1985. La

« Banque Grameen » est l'une des plus remarquables réalisations dans le domaine.

Grameen signifie village. La banque Grameen fut initiée en 1976 sous forme de projet de recherche-action dans un village de la région de Chittagong, par un professeur en économie : le Dr Muhammad Yunus (qui est toujours le directeur administratif de la banque). Le projet voulait donner accès de crédit aux pauvres, plus particulièrement aux femmes, et ainsi vérifier l'hypothèse que le fait d'allouer des ressources financières aux femmes, à des conditions raisonnables, pouvait créer des emplois indépendants et améliorer leur production ainsi que leur niveau de vie.



Après une période d'expérimentation de trois ans, le projet a été étendu à d'autres districts du Bangladesh, en collaboration cette fois avec des institutions financières (USAID, IFAD, Banque Mondiale). La banque Grameen deviendra en 1983 une institution spécialisée de crédit par une ordonnance du gouvernement en 1983. Depuis, elle s'est rapidement développée. De 6 % en 1986, la proportion des villages couverts est passée à 60 % en 1990, correspondant à environ 869 538 membres (chiffre du rapport annuel de 1990).

Mode d'opération

La banque s'adresse prioritairement aux ménages possédant moins de 0,5 acre de terre cultivée. Parce qu'ils sont largement analphabètes et intimidés à se rendre dans les banques, la banque Grameen a décidé d'offrir un service à domicile.

Lorsque la banque veut ouvrir une succursale (qui couvre habituellement de 15 à 20 villages), la première tâche de l'agent(e) de développement engagé(e) par la banque est de préparer un rapport socio-économique, qu'il (elle) fait à partir de visites dans les communautés. Il (elle) informe alors les membres des communautés de ce qu'est la banque, de ses buts et de ses règlements.

Les gens intéressés doivent former un groupe de 5 personnes ayant des intérêts communs, de niveau économique similaire et qui se font confiance. Seulement une personne par ménage est éligible pour recevoir un prêt. Les hommes et les femmes forment des groupes séparés. Les prêts sont faits individuellement (pour un maximum de 5 000 Takas [environ 150 \$ US]), sans qu'une garantie ne soit exigée. Celui ou celle qui emprunte peut utiliser le prêt pour n'importe quelle activité productive, mais il doit être utilisé immédiatement et repaïé en cinquante versements, commençant dès la deuxième semaine suivant le déboursement.

Plusieurs obligations et règlements doivent être respectés.

- Le (la) membre doit se conformer à un code de conduite — relié aux conditions de vie — élaboré par la banque

- Il (elle) doit participer à un programme de formation axé sur les règlements de la banque, la santé, la nutrition, la planification familiale et les problèmes concrets des participants¹

- L'épargne est obligatoire et déposée dans le fonds du groupe.

Le groupe fonctionne comme une institution ayant la responsabilité financière de tous. Chaque membre est soumis à une

certaine pression de la part des autres afin d'assurer sa participation. Les membres du groupe agissent comme garants pour la banque.

Les prêts sont approuvés après discussion entre les membres du groupe afin d'étudier la viabilité d'une activité. Ils sont faits pour une période d'un an, et doivent être remboursés en 50 versements hebdomadaires. Le taux d'intérêt est de 18 % par année, taux égal à celui en vigueur officiellement pour les prêts agricoles. Une personne ne peut obtenir un second prêt que si tous les membres du groupe ont remboursé. À titre indicatif, en 1990, 83 % des sommes prêtées avaient été recouvrées à l'intérieur du délai prescrit.

Caractéristiques des bénéficiaires

En 1983, 45 % des bénéficiaires étaient de sexe féminin et ont emprunté 39 % du total des prêts consentis. En 1990, ces chiffres étaient de 91 % et de 82 % respectivement. 75 % de ces détentrices n'ont pas 35 ans et sont divorcées, mariées ou célibataires. 25 % d'entre elles ont une éducation de niveau primaire. La quantité de terre possédée par chacune est pratiquement la même que chez les hommes : 0,23 et 0,25 respectivement, mais beaucoup plus de femmes que d'hommes bénéficiaires ne possèdent ni terre ni bétail (24 % contre 8 %). (Rahman, 1986a : 19)

La plupart des femmes n'avaient aucune source de revenus avant d'adhérer à la banque, même si plusieurs travaillaient dans l'entreprise familiale sans être payées. Par conséquent, les prêts reçus ont aidé à créer de nouveaux emplois pour une large proportion d'entre elles. Parmi celles qui travaillaient, la majorité (59 %) étaient employées dans l'industrie et le commerce, alors que seulement 14,4 % étaient des travailleuses agricoles. (Hossain, 1988 : 47)

La moyenne des prêts consentis est de 90 \$ US pour les hommes, et de 81 \$ US pour les femmes.

Utilisation du prêt

Les activités favorisées par les femmes sont le petit élevage (chèvre et volaille), le décorticage du riz et la couture, des activités caractérisées par une faible

rentabilité. Les hommes, eux, investissent principalement dans le petit commerce. On constate cependant que les prêts consentis aux femmes aboutissent en partie dans les mains des hommes de la famille— cela toujours dans le contexte où seul un membre de la famille peut recevoir un prêt. Et ce transfert serait d'autant plus fort que la somme prêtée est élevée.

Deux types de détournement se produisent dans l'utilisation des prêts chez les femmes. D'abord, une partie des prêts est consacrée à la consommation de biens ou aux activités dites improductives. Une autre partie est utilisée à des fins sociales (cérémonies, funéraires, mariages, naissances), au détriment de l'investissement dans les activités de transformation et de commercialisation. En ce sens, 5 % des montants sont utilisés pour des cérémonies sociales, 2,2 % à l'amélioration de la maison, et 0,9 % au financement de biens de consommation. (Rahman, 1986a : 36) Nous devons rappeler que plus tard, d'autres ressources familiales serviront à rembourser le prêt.

D'autre part, une réallocation informelle entre secteurs se produit. Environ la moitié des prêts devant être utilisés pour la fabrication et la transformation de biens est détournée vers le petit élevage (26 %) et le petit commerce (23 %). Ce détournement reflète en partie les profits plus faibles sur le capital pour les activités de transformation comparativement aux activités de commerce et d'élevage. (Hossain, 1988 : 50) Par ailleurs, les femmes choisissent souvent de diversifier leur investissement en deux différentes activités afin de réduire les risques.

Impact socio-économique

L'impact n'est pas facile à mesurer. Il faut se fier à ce que les bénéficiaires nous disent. Les femmes déclarent avoir augmenté leurs revenus depuis qu'elles s'adonnent à une activité.

En ce sens, un nombre élevé de ménages disent avoir accumulé du capital non agricole après s'être joint à la banque, proportionnellement à la durée de leur adhésion au programme de la banque. Elles améliorent leur logement, notamment les installations sanitaires. Elles investissent une part des revenus dans l'éducation, autant la leur que celles des enfants. D'autre part, la proportion

des femmes possédant du bétail a augmenté de 20 % (selon une étude faite en 1985). (Hossain, 1988 : 61) Les femmes apprécient de pouvoir gérer leur propre fonds pour la première fois de leur vie, grâce d'ailleurs au programme de formation proposé par la banque. Davantage responsabilisées, ces femmes sont plus respectées par leur entourage.

L'établissement des succursales bancaires a été accompagné par une acceptation progressive de nouvelles conduites. Les membres tout autant féminins que masculins assistent aux réunions, prennent d'importantes décisions, gèrent leur propre argent et s'engagent dans des activités économiques. La participation des femmes aux activités génératrices de revenus a amené une nouvelle division du travail. La banque Grameen n'a pas anéanti la pratique du « purdah », mais elle a tenté de mettre en évidence les implications sociales du purdah, tel que l'accès restreint au revenu et l'isolement des pairs vécus par les femmes.

D'autres implications indirectes viennent s'ajouter par la participation grandissante des femmes dans ce programme. Par exemple, un des 16 principes que tous les membres doivent respecter dans le code de conduite, fait mention de l'abolition de la pratique de la dot. Malgré la diminution de mariages impliquant la dot, particulièrement auprès des fils et filles des membres de la banque, plusieurs femmes bénéficiaires doutent que la dot soit éliminée dans un avenir proche. Elles déclarent que son taux s'est accru ces vingt dernières années au Bangladesh, en raison de la situation économique désastreuse depuis la guerre d'indépendance de 1971.

Alors que les femmes deviennent de plus en plus actives économiquement, on s'attend à ce qu'elles jouent un rôle plus important dans les décisions familiales en ce qui concerne les dépenses de revenus et autres. Les conclusions qui ressortent de l'étude de R.I. Rahman (1986a) à ce sujet

nous indiquent que les femmes détentrices de crédit participent davantage aux décisions que les femmes de maris détenteurs. Ce pouvoir de décision se traduit à plusieurs niveaux : achats quotidiens de nourriture et de vêtements, soins à donner en cas de maladie, visites à l'extérieur de la communauté, mariages et aspirations des enfants.

Dans un autre ordre d'idée, le programme de la banque Grameen a été en mesure, à travers ses différentes formations, d'influencer le niveau de fertilité de ses bénéficiaires, en les encourageant à utiliser des moyens contraceptifs. Les autres facteurs reliés à la fertilité, c'est-à-



dire l'âge du mariage, la durée de l'allaitement et le nombre d'avortements, étant plus reliés aux attitudes et pratiques socio-culturelles plus profondément ancrées chez l'individu, sont plus difficiles à transformer. Combien de familles bénéficiaires pratiquent la planification familiale? Des études indiquent qu'un prêt accordé à une femme peut avoir un impact plus important sur ces pratiques qu'un prêt donné à un homme. En fait, près de 50 % des bénéficiaires femmes ont adopté un contraceptif (indicateurs de 1985) contre 29,4 % chez les femmes des

bénéficiaires masculins. (Rahman, 1986b : 66 & Hossain, 1988 : 57)

Critique

L'accroissement du nombre de succursales contribue à affaiblir le programme, parce qu'il devient difficile d'exercer un contrôle étroit des activités. En fait, il n'existe pas de système de suivi et d'évaluation à la base ; il appartient aux bureaux régionaux d'en assurer le contrôle et le suivi alors qu'il faudrait avoir recours aux services des agents de développement, lesquels sont en mesure d'apprécier la réalité du terrain. D'ailleurs, aucune grille d'analyse n'a été élaborée jusqu'à maintenant.

Il semble bien que la logique purement économique tend à annuler les impacts sociaux escomptés. Cela apparaît clairement dans l'accent mis sur le remboursement. Les agents de développement vérifient surtout une chose : le remboursement. Ils exercent une pression telle sur les bénéficiaires que ceux-ci doivent emprunter ailleurs pour respecter leurs échéances. La statistique du remboursement de 83 % déjà citée doit donc être nuancée, car elle masque un endettement à court terme. À titre indicatif, notons les chiffres fournis par M. Hossain et Afsar, suite à une étude faite en 1982, à savoir que 75 % de la totalité des prêts consentis proviennent de sources informelles. (20) Ces informations tendent à confirmer les limites de l'impact de la banque Grameen. L'accent mis sur le remboursement n'est certes pas étranger aux pressions exercées par les organismes prêteurs internationaux.

Conclusion

La banque Grameen a manifestement contribué à impliquer les pauvres sans terre aux activités économiques ; cela a permis de diminuer le niveau de chômage et, dans une certaine mesure, d'augmenter le niveau de vie de ses bénéficiaires.

Les retombées sociales sont importantes à souligner. Les femmes ont développé un sens des responsabilités et par conséquent, jouissent d'un plus grand respect de la part de la communauté ; une remise en cause de la pratique du purdah s'étend graduellement aux bénéficiaires du programme, quoique les jeux ne soient pas

faits totalement ; une diminution de la dot — un des principes du code de conduite en interdit la pratique — mais la situation économique limite la progression de cette règle ; un niveau de participation plus grande aux décisions par les femmes ; et enfin, une des conséquences intéressantes de la participation à un tel programme est l'établissement d'une planification familiale chez les ménages.

Par contre, ces impacts, sans être négligeables, sont limités. Le programme tend à améliorer la condition des femmes à une petite échelle, sans aborder toutefois les problèmes de fond. Il serait important pour un programme de l'ampleur de la banque d'ajouter une dimension globale à son objectif. Dans le cas du Bangladesh, il est particulièrement important de se pencher sur le problème de la réforme agraire, qui affecte particulièrement les pauvres. Agir autrement est, à mon avis, passer à côté et ignorer les changements fondamentaux qui pourraient se produire. Travailler sur des problèmes politiques pourraient amener des changements significatifs dans la vie des pauvres, et particulièrement des femmes.

Estelle Goudreau travaille dans le milieu du développement international depuis plusieurs années. Elle rédige son mémoire de maîtrise en Éducation à l'Université McGill sur le processus d'apprentissage des femmes participant à des projets de crédit. Elle a visité le Bangladesh en octobre 1991, dans le cadre d'une évaluation du programme des ONG de l'ACDI

¹ Le programme de formation est devenu très important mais n'est pas fait sur une base régulière, ni ne rejoint tous les bénéficiaires. Par exemple, quelques séminaires ne sont donnés qu'à tous les deux ans et impliquent des représentants des communautés seulement. L'impact positif qui pourrait y avoir est amoindri du fait que cette formation n'a pas de suivi et n'est pas évaluée sur le terrain régulièrement.

Références

Bangladesh Statistical Yearbook, 1991.
Fuglesang, A. & Chandler, D. *Participation as a Process: What We Can*

Learn From Grameen Bank. Bangladesh: Dhaka, 1988.

Hossain, M. *Credit for Alleviation of Rural Poverty: The Grameen Bank in Bangladesh*. Dhaka: Bangladesh Institute of Development Studies (BIDS), 1988.

— & Afsar, R. *Credit for Women's Involvement in Economic Activities in Rural Bangladesh*. Dhaka: BIDS, 1989.

Rahman, R.I. *Impact of Grameen Bank on the Situation of Poor Rural Women*. Dhaka: Bangladesh Institute of Development Studies (BIDS), 1986a.

— *Impact of Grameen Bank Intervention on the Rural Power Structure*. Dhaka: BIDS, 1986b.

ANTHOLOGIES

LES CAHIERS DU GRIF 1973-1993

À l'occasion de leur vingtième anniversaire *Les Cahiers du Grif* publie six anthologies thématiques de textes qui ont jalonné leur itinéraire: théories, témoignages, débats des femmes d'hier et d'aujourd'hui pour les femmes de demain.

Une introduction condensée à la pensée et à l'histoire du féminisme.

Une mémoire vivante.

Un instrument de découverte.

1. *Le corps des femmes*
2. *Les enfants des femmes*
3. *L'amour et les femmes*
4. *La société des femmes*
5. *Le langage des femmes*
6. *Le travail des femmes*

Écrivez à:

29, rue Blanche, B-1050
Bruxelles, Belgique
ou 3, cité d'Angoulême, F-70511
Paris, France